

PREFET DE LA MANCHE

Préfecture

Direction de l'action économique et de la coordination départementale

Bureau de la coordination des politiques publiques

et des actions interministérielles

Réf : n° 16-282-GH

- ARRETE -
DE MISE EN DEMEURE

S.A.S MONT BLANC
A SAINTE MERE EGLISE
(commune déléguée CHEF DU PONT)

LE PREFET DE LA MANCHE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier dans l'Ordre National du Mérite

Vu les parties réglementaires et législatives du titre 1^{er} du Livre V du Code de l'Environnement ;

Vu la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R. 511-9 du Code de l'Environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 octobre 2011 délivré à la S.A.S. MONT BLANC sise à Sainte Mère Eglise notamment pour l'exploitation d'installations de réfrigération de type Tours AéroRéfrigérantes (TARs) sous le régime de l'Enregistrement de la rubrique 2921 en raison d'une puissance supérieure à 3000kW ;

Vu le rapport du 27 mai 2016 de l'inspection des installations classées de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) de Normandie, établi et transmis à l'exploitant suite à la visite d'inspection réalisée le 25 avril 2016, au sein de l'établissement exploité par la S.A.S. MONT BLANC, sis 2 rue Capitaine Rex Combs - Chef du Pont à Sainte Mère Eglise ;

Considérant que lors de la visite du 25 avril 2016, l'inspection des installations classées a constaté que :

- les dispositifs des TARs UP1, UP2, « Rejets » et « quai » ne limitent pas efficacement l'entraînement des gouttelettes susceptibles d'être chargées en légionella ;
- les TARs « rejet », UP1 et UP2 disposent de panneaux signalant l'obligation du port des masques mais ils ne sont pas apposés de manière visible au regard des multiples voies d'accès possibles aux TARs précitée ;

.../...

Considérant que cela constitue des non-conformités aux deux articles suivantes :

- l'article 12 II c de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 prescrit que « *La tour est équipée d'un dispositif de limitation des entraînements vésiculaires en bon état de fonctionnement constituant un passage obligatoire du flux d'air potentiellement chargé de vésicules d'eau, immédiatement avant rejet.* » ;
- l'article 26-VI de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 prescrit notamment que « *...Un panneau, apposé de manière visible, signale l'obligation du port des EPI, masques notamment...* » ;

Considérant que les conditions d'exploitation actuelles sont de nature à porter atteinte aux intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement, et en particulier la santé publique ;

Considérant que l'article L.171-8-I, du Code de l'Environnement prescrit qu' « *en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. En cas d'urgence, elle fixe les mesures nécessaires pour prévenir les dangers graves et imminents pour la santé, la sécurité publique ou l'environnement.* » ;

Considérant qu'il convient de mettre en demeure la S.A.S. MONT BLANC de respecter les dispositions des articles 12 II c et 26-VI de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé conformément aux prescriptions de l'article L 171-8-I du Code de l'Environnement susvisé ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la Préfecture de la Manche ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

La S.A.S. MONT BLANC dont le siège social et les installations sont implantées 2 rue du Capitaine Rex Combs - Chef du Pont à Sainte Mère Eglise (50480) est mise en demeure de respecter les dispositions de :

- l'article 26-VI de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 **sous le délai de 15 jours à compter de la date de notification du présent arrêté préfectoral ;**
- l'article 12-II-c de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 **sous le délai de 1 mois à compter de la date de notification du présent arrêté préfectoral.**

ARTICLE 2 :

La S.A.S. MONT BLANC adressera au Préfet de la Manche les éléments d'appréciation relatifs aux actions, mesures et moyens mis en œuvre pour satisfaire aux dispositions de l'article 1^{er} du présent arrêté préfectoral.

ARTICLE 3 : Recours

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 4 : Sanctions

Le non-respect des prescriptions du présent arrêté expose l'exploitant aux sanctions administratives et pénales prévues par les articles L. 171-8 et L. 173-1 du titre VII du livre I du Code de l'Environnement.

ARTICLE 5 : Publication

Le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'Etat dans la Manche www.manche.gouv.fr/Publications/Annonces-avis ainsi qu'au recueil des actes administratifs de la Manche.

Il sera affiché en mairie par les soins du maire de Sainte Mère Eglise pendant un mois au minimum.

ARTICLE 6 : Exécution

La secrétaire générale de la préfecture, le sous-préfet de Cherbourg, le maire de Sainte Mère Eglise, le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement de Normandie et l'inspecteur de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la S.A.S. Mont Blanc.

SAINT-LO, le 24 JUIN 2016

Pour le Préfet
La secrétaire générale



Cécile DINDAR